



SOMMET AFRIQUE-ISRAËL:

P.5

Une vingtaine de chefs d'Etat déjà annoncés à Lomé



Le Magnan

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

Libéré

N°454 du Mercredi 23 août 2017 - 10^{ème} année - Prix: 250 FCFA

COALITION PNP / CAP 2015

P.3

Une alliance contre-nature qui repositionne Jean Pierre Fabre



Le CAP 2015 dribble son allié objectif, «le Groupe des Six» pour faire les yeux doux au PNP

TOGO

LES ÉVÉNEMENTS SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT PRESQUE

En 1990, le peuple avait soif de liberté en 2017, le peuple a faim et cherche le bien-être

P.6

MANIFESTATION DU PNP

P.2

Le Colonel-ministre Yark dénonce la découverte des armes venues d'ailleurs entre les mains des manifestants

MARCHES DU PNP

P.6

Comprendre les violences du 19 août en quatre points



Merd Alors

La redistribution des cartes

La flambée du PNP n'est plus à démontrer. Ce parti qui gagne du terrain au fil de ces manifestations. Tout avait commencé avec ses tournées en Europe où à son retour de ce périple il a été accueilli par ses militants en retour « Triom-bal ». La marée humaine qui était là avait commencé par faire comme si c'était des amusements. Ensuite pour tenter le pools, Atchadam organise un meeting qui remplit tout le stade municipal de Sokodé. C'est du jamais vu ! Il récidivera en faisant le plein du stade d'Agoo. Les gens ont commencé par s'étonner de la montée de ce jeune parti dont le leader a la capacité de mobilisation. Le PNP ne fait plus peur au parti au pouvoir mais il commence par damer le pion au parti du chef de file de l'opposition l'ANC et son CAP 2015. Ce dernier regroupement de parti pour voir s'il peut encore rassembler comme le PNP a organisé une sortie, une marche. Pour atteindre la mobilisation qu'il escomptait l'ANC a fait de l'import Export. Ce que le PNP ne fait pas. L'ANC a donc fait une démonstration de force à sa manière, il fallait donc chercher à savoir qui sera le maître de la rue. Entre Atchadam et Jean Pierre Fabre, le combat de mobilisation a commencé. Le PNP prévoit donc marcher sur toute l'étendue du territoire national. Beaucoup se sont posés la question de savoir si le PNP peut tenir ce pari. Ce qui a fait qu'à l'annonce de cette marche, aucun parti de l'opposition n'a appelé ses militants à aller à cette marche du PNP. Mais entretemps voyant l'ampleur que prenait cette marche avec la sortie des ministres de la sécurité et celui de l'administration territoriale, les gens ont compris que le 19 là, ça va barder. Tout donnait l'impression qu'au niveau du CAP 2015, on ne semble tomber d'accord sur la position à prendre. Faut-il faire un communiqué ou non. Finalement, la CDPA ne voulant pas tergiverser à sorti un communiqué de soutien. Plus tard dans la nuit à la veille de la marche, l'ANC aussi produit un autre communiqué. Pendant ce temps, déjà les jeunes de l'ANC ne comprenant pas ce qui se passe s'est décidée par elle-même à se joindre à la marche. Après ce qui s'est passé à cette marche, l'on comprend que les données sont en train de changer. L'ANC ou le CAP 2015 n'est plus le maître de la rue. Jean Pierre Fabre qui ne veut pas se faire supplanter vient de trouver garçon et est obligé de redescendre de son piedestal pour collaborer malgré lui. On est en face de la redistribution des cartes. Les prochaines échéances électorales nous édifieront plus.

Le Magnan

MANIFESTATION DU PNP

Le Colonel-ministre Yark dénonce la découverte des armes venues d'ailleurs entre les mains des manifestants

Plus de 48 heures après les manifestations du samedi 19 août 2017, les réactions continuent de se multiplier et de condamner le « caractère violent » des événements. Après les communiqués de condamnation des partis politiques de l'opposition et des organisations de la société civile, c'est désormais le tour du gouvernement de monter au créneau pour donner sa version des faits et situer l'opinion nationale et internationale.

Beaucoup l'ont pointé du doigt et l'ont accusé d'avoir ordonné la répression observée au cours des manifestations de samedi, le ministre Yark Damehane, réagit enfin à travers un communiqué rendu public ce lundi dans lequel, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, au «nom du Président de la République et de l'ensemble du gouvernement», exprime ses sincères condoléances aux familles éplorées et ses vœux de prompt rétablissement aux blessés pris en charge dans les centres médicaux. Dans ce communiqué, le Colonel Yark Damehane revient plus en détails sur le film des événements et dénonce l'attitude des premiers responsables du Parti National Panafricain (PNP) qu'il accuse d'avoir ignoré les recommandations et observations faites par le ministère de l'Administration Territoriale. Selon lui, les services compétents du ministère de l'Administration Territoriale étaient fondés à décider soit du report ou de l'interdiction pure et simple de la manifestation. Ce qu'ils n'ont pas fait préférant émettre des recommandations écrites au président du PNP sur les itinéraires et lieux de rassemblement «dans le délai légal» et sur la base des dispositions de l'article 14 de la Loi

Fondamentale. Sur cette base, souligne le ministre, il était attendu que les organisateurs se conforment aux nouvelles recommandations. Malheureusement, déplore-t-il et «contrairement aux recommandations et en dépit des clarifications opérées au cours d'une conférence de presse tenue par le gouvernement le jeudi 17 août 2017, le PNP a engagé sa marche au mépris des règles établies devant garantir à tous les citoyens et résidents togolais, la liberté d'aller et de venir». Au cours des manifestations de Sokodé, révèle le Colonel Yark Damehane, «des manifestants se sont permis de s'en prendre physiquement à certains éléments des forces de sécurité qui ne jouaient que leur rôle de maintien de l'ordre, de les dépouiller de leurs armes comme le montrent plusieurs images et vidéos amateurs». D'autres armes découvertes auprès des manifestants, indique le ministre de la Sécurité, ne «font pas partie de celles dérobées au commissariat de police» de la ville de Sokodé. Si dans plusieurs villes (Anié, Kara, Lomé, Bafilo) la marche a pu se dérouler sans incidents, cela n'a pas été le cas à Sokodé, fait savoir l'officier de gendarmerie qui fait



observer que tous ces faits ont été passés sous silence par les médias internationaux «pendant que de prétendues répressions de manifestants étaient mises en avant». «Nous regrettons l'absence d'équilibre dans le traitement des informations dans les médias internationaux comme l'atteste le parti pris flagrant de ne pas relever le caractère très violent des manifestants qui ont incendié le commissariat de la ville, saqué et brûlé les véhicules et engins à deux roues en stationnement dont un véhicule de la police, une ambulance des sapeurs-pompiers et dérobé des armes et des munitions», dénonce le communiqué du Colonel Yark. Rappelons que les événements du 19 août 2017, ont fait selon les chiffres du gouvernement, deux (02) morts, cinquante-sept (57) blessés parmi les forces de l'ordre et 20 blessés parmi les manifestants ainsi qu'une soixantaine d'arrestations. Aussi, soulignent-ils que l'état des

lieux sur l'aspect marketing des produits transformés au Togo montre que les produits abondent au pays mais ils sont en manque d'une promotion efficace. De façon ramassée, les produits "Made in Togo" sont naturels et ont une forte valeur ajoutée. Ce qui reste à faire, c'est de bien les présenter et de les faire connaître pour qu'ils soient suffisamment consommés, ce qui va créer de la richesse pour les femmes formatrices au Togo" a mentionné. Layi Salami. M. Salami a exhorté les producteurs locaux à aller vers la promotion ou à la création des boutiques ou bars locaux pour la consommation des mets uniquement togolais. L'autre piste proposée aux entrepreneurs est de se former sur le marketing, apprendre à présenter des produits de qualité, qui soient certifiés, analysés, et bien emballés et à voir comment fixer le prix de ces produits afin qu'ils soient à la portée des consommateurs.

La HAAC constate, condamne, félicite et met en garde

« De nombreux médias privés classiques et en ligne, surtout les réseaux sociaux ont rivalisé d'excès divers dans la diffusion d'informations et d'images de violence, la publication d'images tronquées, de propos injurieux, d'appel à la haine tribale et la désobéissance civile. De nombreux comptes rendus sont marqués par un déséquilibre notoire dans la diffusion d'informations et de témoignages partisans».

C'est ce qui ressort du communiqué de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), à la suite de la séance plénière extraordinaire qu'elle a tenue ce lundi, séance consacrée à la couverture des événements qui se sont déroulés le samedi 19 août 17, suite à la marche qu'a organisée le Parti national panafricain (PNP) dans plusieurs villes du Togo. L'institution de régulation des

médias déplore également l'absence de couverture des diverses manifestations par les médias publics, privant ainsi les populations de reportages «objectifs» mais tient à féliciter les journalistes qui ont fait preuve de professionnalisme en faisant appel à toutes les parties prenantes dans la restitution des événements et de leurs conséquences. Après avoir rappelé les



professionnels des médias leur rôle de médiateur qui, souligne le communiqué, «leur interdit d'attiser les conflits, de publier de fausses informations et de prendre partie », Pitang Tchalla et ses collaborateurs condamnent fermement les manquements

graves au respect déontologiques et d'éthique. La HAAC appelle chacune des parties prenantes à éviter la désinformation et la manipulation par médias interposés et invite les forces de l'ordre et les organisateurs de manifestations à apporter le soutien et la protection nécessaires aux journalistes dans l'exercice de leur profession. Au demeurant, elle met en garde les médias sociaux et en ligne qui soutient le communiqué, «exploitent les images de manifestations d'autres pays à des fins inavouées».



L'EFFRAYANTE ARNAQUE QUI SE DÉVELOPPE PAR TÉLÉPHONE

Une alliance contre-nature qui repositionne Jean Pierre Fabre**Le CAP 2015 dribble son allié objectif, «le Groupe des Six» pour faire les yeux doux au PNP**

En conférence de presse conjointe hier mardi à Lomé, le CAP 2015 et le Parti national Panafricain (PNP) ont de nouveau condamné la répression des manifestations synchronisées du parti de Tikpi Atchadam le samedi dernier. Ils lancent une opération ville morte vendredi prochain et appellent tous les partis de l'opposition et les organisations de la société civile à les rejoindre pour mettre fin au régime RPT-UNIR qu'ils jugent « incompatible avec l'intérêt supérieur de la nation togolaise ».

Les deux entités de l'opposition togolaise ne comprennent pas pourquoi des militants et responsables du PNP sont détenus dans les prisons civiles alors que les éléments des forces de défense et de sécurité auteurs de la répression sont en liberté «prêts à se livrer à d'autres macabres besognes».

« Au regard des menaces proférées par le ministre de l'administration territoriale et celui de la sécurité, tout semble aujourd'hui porter à croire que les violences avaient été soigneusement planifiées par le régime RPT-UNIR pour étouffer les revendications légitimes des populations togolaises dans le seul but de se maintenir au pouvoir malgré le rejet massif dont il est l'objet de toute part », ont accusé le PNP et le CAP2015. Dans leur déclaration conjointe, le CAP2015 et le PNP indiquent que le bilan s'élève à ce jour à au moins 4 morts et de nombreux blessés dont certains se trouvent dans un état d'extrême gravité. Les responsables de ces formations se sont inclinés devant la mémoire des personnes décédées lors de ces manifestations.

Le CAP2015 et le PNP promettent que ces sacrifices ne resteront pas vains et se disent déterminés à poursuivre le combat commun pour la libération du Togo. Le but selon les responsables de ce regroupement et de ce parti politique est de mettre fin au régime UNIR qu'ils jugent incompatible avec l'intérêt supérieur de la nation togolaise.

CAP2015 et le PNP fondent leur collaboration sur une plateforme politique dont les grandes lignes portent sur l'intensification de la mobilisation populaire pour exiger la libération des personnes arrêtées lors des manifestations du week-end ; l'arrêt des arrestations, des poursuites et des violations à l'encontre des dirigeants et militants du PNP ; la mise sur pied d'une commission d'enquête internationale indépendante pour déterminer les responsables des violations contre les populations civiles lors des manifestations des 19 et 20 août derniers.

« CAP 2015 et le PNP décident de faire de la journée du vendredi 25 août une journée de recueillement et de prières en hommage aux victimes des massacres des 19 et 20 août 2017. A cet effet, CAP2015 et le PNP demandent à toutes les

forces vives de la nation de cesser toute activité professionnelle et économique toute la journée du vendredi 25 août 2017 de 6 heures à 18 heures», lit-on dans leur déclaration conjointe. Par ailleurs, les deux entités lancent un appel à tous les partis politiques de l'opposition et aux organisations de la société civile afin qu'ils rejoignent cette initiative unitaire de libération du Togo.

La sincérité dans les actions unitaires

Soulignons que cette conférence de presse fait suite à l'appel lancé dimanche dernier par Tikpi Atchadam à Jean-Pierre Fabre et à toute l'opposition pour une grande mobilisation pouvant relancer les manifestations de rues. C'est une

2015 repose aujourd'hui la question de la sincérité des coalitions au niveau de l'opposition. Apevon l'avait relevé lors de son émission sur une radio de la place le dimanche dernier. Dans ce pays aucun individu, aucun parti politique ne peut à lui seul dire qu'il pourra seul régler la crise. C'est ensemble qu'on est fort. Mais c'est tout comme ce beau discours ne veut pas être écouté du côté du CAP2015.

Aujourd'hui le constat est clair, le CAP 2015 cherche à sécher son habit là où le soleil brille. On se rend compte que CAP 2015 guette les occasions pour les récupérer. C'est ce qu'il fait avec cette mobilisation du PNP. Et c'est ce dernier qui lui en a offert l'occasion. A cette conférence de presse, pour calmer les journalistes, les organisateurs

l'opposition Jean Pierre Fabre pour des actions communes. Ce qui a conduit à la conférence de presse qui a annoncé des actions communes entre le G6 et le CAP 2015. A partir de cet instant, toute action visant à obtenir les réformes devraient se faire d'un commun accord entre les deux groupes. Et donc normalement, à cette conférence conjointe du CAP 2015 et le PNP, du mardi dernier, le G6 devrait y être associé. Malheureusement, cela n'a pas été le cas. Les calculs politiques ont pris le pas sur la raison.

Les leçons à tirer de ce qui s'est passé le 19 Août dernier, c'est que le PNP a démontré par sa capacité de mobilisation que nul ne détient le monopole de la rue et qu'un seul parti ne peut plus montrer ses

Togo.

L'appel de Tikpi Atchadam

En effet, Tikpi Atchadam avait appelé Jean-Pierre Fabre à poursuivre sa lutte. Dans un nouveau message diffusé dimanche dernier, le leader du PNP affirme que son parti ne représente qu'une partie de l'opposition et demande au Chef de file de l'opposition à prendre des mesures idoines pour amplifier les manifestations publiques. Dans son intervention, M. Atchadam a de nouveau condamné la répression exercée sur les manifestants du PNP samedi.

Le Président du nouveau parti qui a convié la population à une nouvelle marche dans les rues du Togo dimanche voit son bilan d'arrestation et de blessés s'alourdir. Il parle des dizaines de militants arrêtés à Kara, Anié, à Noepe, à Sokodé et à Lomé détenus dans des centres où ils subissent des tortures.

"A Kara, deux manifestants ont perdu la vue. Le Secrétaire général du parti, Dr Kossi Sama a été arrêté pour déferé à la prison civil. On l'accuse d'inciter le peuple au soulèvement. Malgré cela, il demande à la population de maintenir la pression. A l'opposition en général et à Jean-Pierre Fabre en particulier, il demande une unicité d'actions, car selon lui, la libération du peuple togolais c'est maintenant.

"Je demande au nom du peuple togolais, au leader de l'opposition, Jean-Pierre Fabre à prendre des mesures nécessaires dans le sens de l'amplification des mouvements à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Grand frère, l'heure de l'unicité d'actions a sonné. Le peuple togolais nous appelle, tu dois répondre; et je sais que tu vas répondre" a lancé le leader du PNP à l'endroit de M. Fabre.

Quant aux manifestants, Tikpi Atchadam demande d'être pacifiques et de rester mobiliser jusqu'à l'obtention des revendications.

Il faut souligner que cet appel qui en fait n'est qu'un appel à une coalition commence par inquiéter certaines analystes politiques avisés. Pour eux, il y a un risque de tomber dans le piège du CST quand ils se réfèrent à la mobilisation du 12 juin 2012. Ils estiment que le rassemblement du 12 juin aurait pu



conférence de presse qui s'est déroulée en l'absence du Groupe. Or, l'on se rappelle qu'il y a seulement quelques mois, le CAP 2015 et le Groupe des Six avaient organisé une sortie médiatique pour annoncer une unité d'action afin d'obtenir les réformes. A la conférence de presse, les journalistes ont voulu savoir pourquoi les FDR n'étaient pas associées pour cette fois-ci alors que dans les réactions, c'est Me Apevon qui avait félicité les prouesses de Président du PNP. Tout a donné l'impression que l'ANC a voulu tout simplement écarter son premier allié. Comme quoi, Jean Pierre Fabre sait choisir ses opposants. Or selon les informations un travail sur une plateforme d'actions communes entre le CAP2015 et le Groupe des Six avait été déjà abattu. Il reste que sa mise à exécution. Cette attitude du CAP

ont juste dit qu'une rencontre est prévue entre le CAP 2015 et le Groupe des Six dans l'après midi. Mais au moment où nous mettons sous presse, on n'avait pas encore eu les échos de cette rencontre.

En rappel, au sortir des élections de 2015, une léthargie totale au sein de la classe politique était palpable. Rien ne bougeait plus. Pour sauver les meubles le groupe des Six a donc cherché à animer la vie politique de la nation. Il faut donc réveiller cette classe politique qui dort. L'ANC avait tenté de secouer le landerneau politique par la contestation des résultats de la présidentielle de 2015, mais ça n'a pas marché. C'est ainsi que le Groupe des Six a pondu un plaidoyer qui porte sur les réformes et la décentralisation ainsi que les élections locales. C'est avec ce plaidoyer que le G6 a approché le CAP 2015 et le Chef de file de

muscles que c'est lui seul qui peut faire l'affaire. Seule l'unité d'action peut être la solution. Même si au départ, Tikpi Atchadam de travailler avec le G6 qui l'avait approché, il est à saluer qu'il a compris que l'unité d'action était nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis. C'est pour cela qu'il a appelé à une unité d'action, et cet appel doit être sincère. Les calculs politiques doivent être rangés dans les placards et penser uniquement à sortir ce pays de la léthargie.

Il est bon de mobiliser et mener des actions d'envergure. Mais ces genres de mobilisations doivent être accompagnés des actions de couloirs diplomatiques comme le G6 l'a déjà commencé. Sinon toute initiative sera vouée à l'échec. La preuve c'est que tout ce qui s'est passé le 19 Août dernier n'a pas suscité la réaction d'aucune représentation diplomatique au

(Suite à la page 7)



Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES

NOUVEAUX TAUX DE LA TVA

Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable

0%

Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes

10%



ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

«PNP c'est quoi ? Il y a des partis qui ont eu à organiser des marches avant lui ? Si une balle sort de la foule, la réponse des forces de l'ordre sera immédiate». C'est ce qu'a dit en substance le ministre de la sécurité le Colonel Yark. Peut-être le Colo a prononcé ces propos sous l'effet de la colère parce que le PNP a refusé de répondre à une réunion du ministre de l'administration territoriale pour la définition de l'itinéraire. Là, les responsables du PNP ont un peu fauté parce que ce refus est comme un défi de ce parti à l'autorité de l'Etat. Mais le Colo n'avait pas trop à s'emporter jusqu'à prononcer ces propos qui frisent des menaces. C'est ce qui fait dire aux organisations de défense des droits de l'homme et aux

P

partis politiques que cette répression était préméditée. Le ministre Yark aurait dû voiler ses propos en usant de façon diplomatique pour exprimer son point de vue. Et ce qui s'est passé par rapport aux répressions même si ce sont les responsables des partis qui ont failli, les gens vont dire que c'est parce que

le ministre a eu à proférer des menaces que ceci est arrivée. En effet, le PNP devrait arriver à la seconde réunion de travail avec le ministre de l'administration territoriale pour définir d'un commun accord l'itinéraire à suivre que tout ce que l'on a venu ne devrait pas arriver. Il faut donc situer les responsabilités. Aujourd'hui l'on compte des morts et plusieurs blessés avec des arrestations. Les uns et les autres devraient s'entendre que d'ailleurs le Colonel Yark ne serait pas allé jusqu'à qualifier le PNP d'un parti de quoi. Ce parti a toujours eu à mobiliser il le connaît puisqu'à chacun des meetings du PNP le ministre de la sécurité a toujours envoyé les éléments des forces de sécurité pour encadrer les meetings.

KUEKU-BANKA JOHNSON :

« La 2e Foire Made in Togo a été un saut qualitatif »

La deuxième édition de la Foire Made in Togo est rentrée dans l'histoire. Démarré le 28 juillet dernier, ce rendez-vous commercial qui vise la promotion et la visibilité des produits locaux a pris fin vendredi. La Foire a fait des progrès en termes d'exposants. Cependant elle a enregistré un faible chiffre de visiteurs. Ils sont au total 143 exposants à prendre part à la deuxième édition de "Made in Togo". Du 28 juillet au 11 août, ces jeunes entrepreneurs et producteurs nationaux ont exposé à la face

du monde leurs fabriques et leur savoir-faire artistique et artisanal. Ils ont eu à participer à des ateliers de renforcement de capacités, des conférences débats et des rencontres B to B entre autres. Pour les organisateurs, l'événement s'est terminé sur une note de satisfaction. "En termes de bilan, nous pouvons dire que ça a été un saut qualitatif. Les exposants ont présenté de très bons produits, des produits étaient bien améliorés et mieux nous

avons été très impressionnés par la qualité de l'emballage" se réjouit Kueku-Banka Johnson, le Directeur du Centre togolais des expositions et Foires de Lomé (CETEF), organisateur de la Foire. "Le grand défi qui nous reste c'est comment faire pour qu'on ait de la visite à la Foire Made in Togo", ajoute M. Johnson. Après "Made in Togo", le CETEF donne un autre rendez-vous aux commerçants du monde entier sur décembre prochain pour la 14^e édition de la Foire Internationale de Lomé.

Courtes contre la montre

Encore des morts inutiles

La manifestation du PNP du 19 Août dernier a encore causé beaucoup de dégâts matériels et surtout humains. Quelques semaines après les cérémonies de purification, le sang a encore coulé sur la terre de nos aïeux. Les manifs prévues dans cinq villes du Togo ont été beaucoup plus violentes à Lomé et à Sokodé où l'on a dénombré de nombreux blessés et des morts. A Lomé, le dispositif sécuritaire a été mise en place tôt le matin pour empêcher le rassemblement. Mais cela n'a pas été facile étant donné que les manifestants étaient déterminés à répondre au mot d'ordre de leur chef. Les gaz lacrymogènes, les canaux à eau et autres étaient mis à contribution pour disperser la manif. A Sokodé, fief de l'opposant qui a appelé à la marche, les manifestants avaient à faire face à des bérets rouges arrivés de Kara. Là également, la tâche n'a pas été facile. Les affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ont fait des morts et des blessés. Pour le moment chaque camp donne le chiffre. Pour le gouvernement, il n'y a que deux morts alors que du côté des organisateurs de la marche, on parle de 5 ou 7 morts. Qui a tort ou qui a raison ? Tout ceci est arrivé à cause de la bêtise humaine. Même un mort c'en est de trop. Le fait de ne pas avoir fait les séances de travail avant de démarrer cette importante marche à été la vraie raison de ces dégâts. Des armes ont été retirées auprès des militaires par les manifestants. Des édifices publics saccagés. On aurait pu éviter tout ceci, si les gens s'étaient entendus sur l'itinéraire à suivre. La prochaine fois il faut nous éviter ces morts inutiles.

Du bout des lèvres

L'annonce de la marche du PNP pour le 19 Août dernier n'avait pas été de nature à plaire pour certains partis de l'opposition, notamment celui du chef de file de l'opposition. Certainement pour un problème de leadership. Au regard des mobilisations faites tout dernièrement par le PNP qui ont amené l'ANC à organiser une marche à Lomé où pour montrer qu'il a aussi la capacité de mobilisation il a fait de l'import export, Jean Pie Pie, avait paniqué que le PNP a annoncé sa marche. L'on a vu que certains partis politiques ont soutenu l'initiative du PNP. Mais c'est dans la nuit que du bout des lèvres, l'ANC sort un communiqué laconique dans la nuit pour dire appeler ses militants à sortir. Du bout des lèvres comme on le dit. Après la mobilisation du 19 et les répressions qui s'en sont suivies, l'on a vu les agitations provenant des partis dont l'ANC qui dit appeler à l'unicité d'action pour en finir avec le régime gnassional. Pourquoi cette hypocrisie ? Aujourd'hui que le PNP a réussi là où il a échoué, il se permet de gesticuler en appelant à l'unicité d'action. Personne, quelle que soit sa taille ne peut seul réussir le combat. On dit souvent que l'union fait la force. Mais l'égo de certains qui fait que nous en sommes à tourner en rond. Jean Pie Pie, on le sait très bien, ne voudrait pas que quelqu'un lu fasse concurrence. Mais aujourd'hui, il a trouvé garçon comme disent les « Ils-voient-rien ».

Des préjugés hâtives

Le Togolais a toujours eu l'habitude de vouloir vite tirer les conclusions sur des préjugés. Ce qui plombe toujours les processus. Tout ceci c'est parce qu'il y a une crise de confiance qui secoue les citoyens togolais. Personne n'a plus confiance en son prochain. Nous avons connu depuis quelques années, dans le cadre de la gestion des crises, la création des différentes commissions. Tout avait commencé avec la création de la Commission Vérité Justice Réconciliation (CVJR), dirigée par Mr. Barrigah. A sa création, cette commission a été traitée de tous les noms d'oiseau. On allait jusqu'à traîner le Prêlat dans la boue et que même, elle ne pourra rien donner de concret. Mais aujourd'hui, ce sont les recommandations de cette commission que ceux qui la critiquaient demandent leur mise en œuvre. Il en a été de même pour le HCRF. Aujourd'hui, c'est la Commission de Réflexion sur les réformes dirigée par Awa Nana qui est l'objet de toutes les insultes. A peine a-t-elle commencé ses consultations que les gens ont commencé par dégrader les flèches. Alors l'on se demande ce qu'on veut au juste. Si demain après cette commission publie son rapport et qui prend en compte toutes les préoccupations des uns et des autres, les gens vont se mettre à l'applaudir, ce serait ridicule. Il est temps que les Togolais se fassent confiance et qu'on arrête des préjugés inutiles. On juge trop vite. Laissons les gens travailler et si les résultats sont mauvais on prendra acte. Il ne sert à rien de critiquer pour critiquer.

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA
90 16 49 87 / 90 85 85 22

Mise en page :
Magnan

Imprimerie :
La Colombe

Responsable commercial

Bertine ADJAHO
90 36 97 10

Tirage :
2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr





LES ÉVÉNEMENTS SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT PRESQUE

En 1990, le peuple avait soif de liberté; en 2017, le peuple a faim et cherche le bien-être

Le mobilisation populaire réussie par le PNP de Tikpi Atchadam semble aller sur le nicadam de ce que l'on a vécu avant le soulèvement populaire de 1990. Tous les ingrédients avaient été réunis. Bien que les populations vivaient dans une paix elles n'avaient pas les libertés. Mais il a suffi d'une occasion, le vent de l'Est, pour obliger le RPT à accepter de libérer les espaces de libertés. Aujourd'hui, on semble être sur les mêmes scénarios. La mobilisation du 19 Août dernier, n'était que l'expression d'un ras-le-bol d'une population affamée qui cherche à sortir de sa souffrance et cherche à avoir un bien-être social.

Tout ce qui est en train de se passer aujourd'hui au niveau des populations est à l'image de ce que l'on a vécu dans les années 90. En effet, alors que les Togolais vivaient dans une paix d'illusion et très fragile, les autorités d'alors croyaient que tout allait pour le mieux. La paix, la sécurité étaient le lot quotidien. Personne ne s'en plaignait ? Même la famine les Togolais n'en parlaient pas trop. Et tout allait pour le mieux lorsqu'un jour, François Mitterrand l'ancien président français décide lors d'un sommet France-Afrique, de conditionner l'aide à l'instauration de la démocratie. C'était à la conférence de La Baule en 1989. Et donc très vite, les choses ont commencé par bouger. Dans les pays africains, c'est l'effervescence. Chacun voulant aller plus vite, tout se compliquera avec l'écroulement du mur de Berlin. Le vent de l'Est a donc commencé par souffler. Les Togolais commencent par se

réveiller de leur sommeil. Ils veulent réclamer plus d'espace de liberté. Feu Eyadéma voyant le danger arriver, a dépêché une délégation dans les tréfonds du pays pour demander si les Togolais veulent aller au multipartisme ou demeurer dans le parti unique. C'est tout comme ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui par rapport à la Commission de Réflexion sur les réformes, conduite par Mme Awa Nana. En 1989, les envoyés de Papa Gnass étaient venus lui faire un faux rapport sous prétexte que la population rejette le multipartisme. Quelques mois plus tard, c'est la catastrophe. Avant que le Général-Président ne se rende compte qu'on l'a trompé, c'était trop tard. Le réveil des Togolais a été brutal. Les manifestations populaires se sont enclenchées et multipliées demandant l'ouverture de plus d'espace de liberté. L'ampleur de ces manifestations a conduit feu le Général Eyadéma à convoquer les assises nationales qui ont conduit à

l'ouverture des débats démocratiques. Les Togolais se sont exprimés. Avant cela, la manifestation la plus remarquable qui a ouvert les vannes, étaient celle des étudiants un 5 octobre 1990. Cette manifestation a démarré à la suite d'un procès contre les étudiants pour distribution de tracts injurieuses et diffamatoires contre le régime Eyadéma. Le procès a dégénéré, et ce jour-là, feu le Général Eyadéma n'avait pas reconnu son peuple et son pays. Lorsqu'on comprime un peuple, c'est un couvercle qui se trouve sur une marmite bouillante si c'est le degré est au top, le couvercle s'enlève et l'eau bouillante envahit le sol. Les conséquences de cette sortie du peuple ont été bénéfique au peuple puisque, les résultats ont été probants avec les libertés d'expression, d'opinion, le multipartisme et une nouvelle constitution de la 4ème République. Mais ces acquis ont été mis à mal par leurs mauvaises gestions et les

calculs et les intérêts politiques. La Constitution de 1992 est tripatouillée est aujourd'hui objet de polémiques. Le peuple demande à ce qu'on revienne à cette constitution. Des accords sont signés mais n'ont pas été respectés. Pour retrouver cette constitution. Depuis plus de 26 ans on est dans les mêmes tergiversations. Les manifestations à travers les marches n'ont rien donné. Les acteurs politiques ont galvaudé même ces marches qui ne disent plus rien au pouvoir. Mais ces derniers temps comme un coup de baguette magique, les Togolais sont devenus friands des mobilisations avec l'avènement d'un nouveau parti politique qui entre en scène en 2014. Son leader Atchadam Tikpi par ses propos a redonné confiance aux Togolais. Ces mobilisations ont commencé par inquiéter même ces amis de l'opposition. Pour certains, il faut renouveler la classe politique et ils trouvent ce renouvellement à travers la personne de Tikpi Achadam. Et donc avec lui, ils croient que c'est le temps de la libération. C'est d'ailleurs le discours que tient ce dernier. Et à l'appel de PNP pour marcher, beaucoup ont trouvé l'occasion pour se défouler. « Si les gens sont sortis aujourd'hui, c'est pas pour Atchadam, c'est pour nous-mêmes. Nous avons faim, on n'a pas d'emploi et c'est difficilement qu'on

trouve à manger », déclare un manifestant rencontré sur les lieux qui ajoute que ce qui l'a fait plus mal, c'est quand le ministre BoukpeSSI justifie le fait de changement d'itinéraire, par le fait que si une ambulance transportait un malade de l'intérieur du pays vers Lomé, cette ambulance va être bloquée. Ce monsieur trouve que le ministre ne sait pas qu'il est en train de dénigrer le pouvoir. Sinon comment peut-on faire 50 ans de pouvoir, sans pouvoir construire des hôpitaux dignes de ce nom à l'intérieur du pays. Ce sont donc l'accumulation de tous ces problèmes qui a provoqué la sortie des populations derrière le PNP. Les gens ont profité de cette situation pour s'explorer.

Aujourd'hui on est dans une situation où on peut dire que ça passe ou ça casse. Le pouvoir comme dans les années 90 va-t-il entendre le cri de cœur des populations et fléchir ? Pour les réformes prioritaires, comme la limitation des mandats et le mode de scrutin à deux tours, certainement que face à cette situation délétère le pouvoir va réagir positivement et faire accélérer les travaux de la commission Awa Nana.

T. Bôdjéguéti

Marches du PNP

Comprendre les violences du 19 août en quatre points

Le week-end du 19 au 20 août a été particulièrement tendu au Togo. Des manifestations simultanées organisées par un parti de l'opposition dans plusieurs villes du pays ont tourné à un affrontement avec les forces de l'ordre. Bilan officiel : deux morts et des dizaines de blessés. Décryptage.

Des tensions sans précédent depuis les marches organisées par le Collectif Sauvons le Togo en juin 2012. Ces événements tragiques augurent-ils une recomposition du paysage politique, notamment du côté de l'opposition ? Réponse en quatre points.

Qu'est-ce que le Parti national panafricain (PNP) ?

Le 29 novembre 2014, lorsqu'il présente officiellement son nouveau parti, créé quelques mois plus tôt, Tikpi Atchadam est entouré d'une dizaine de cadres. Face à lui, le même nombre de journalistes venus l'écouter. Avec 113 partis politiques recensés dans le pays pour 7 millions d'habitants, ce type de conférence de presse n'a rien d'exceptionnel et personne ne s'y est empressé.

Le PNP se donne alors pour objectif d'« œuvrer pour l'enracinement de la démocratie, la bonne gouvernance, l'alternance, la conquête du pouvoir par le suffrage universel et son exercice dans le respect des valeurs de la

République ». Ainsi, les manifestations de ce week-end voulaient réclamer les réformes politiques attendues depuis des années.

À 50 ans, Tikpi Atchadam n'est pas un nouveau venu en politique. Juriste et anthropologue, c'est notamment un ancien militant du Parti démocratique pour le renouveau (PDR), formation au nom de laquelle il a siégé au sein de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) au début des années 2000.

Désaccord autour des itinéraires des manifestations

Le ministère de l'Administration territoriale a reçu une demande de manifestation de la part du PNP le 4 août. Selon nos informations, une réunion s'est tenue le 10 août entre le ministère et les représentants du parti pour évoquer la tenue de l'événement. Il a été demandé à ces derniers, sur la base de l'article 48, alinéa 1 de la Constitution et à l'article 12 de la loi portant liberté de manifestations, de revoir l'itinéraire

des marches pour éviter un blocage de la nationale N1, route internationale qui relie Lomé aux pays du Sahel. Les organisateurs devaient donc proposer aux autorités de nouveaux itinéraires conformes aux observations du ministère de l'Administration territoriale, ce qui n'a jamais été fait. La manifestation, il faut le rappeler, devait se tenir simultanément à Lomé, Anié, Sokodé, Bafilo et Kara. Lors d'une conférence de presse le 17 août, le ministre de l'Administration territoriale et son collègue de la Sécurité ont indiqué que la marche n'était pas interdite mais que les organisateurs devaient changer d'itinéraire pour « éviter un blocage du pays ». « Faux prétexte », a répondu Tikpi Atchadam indiquant que « la loi du 16 mai 2011 ne donne pas la prérogative à l'autorité administrative compétente d'imposer des itinéraires aux organisateurs de manifestations pacifiques publiques ». Conséquence, le PNP a maintenu son appel à manifester sans changer l'itinéraire, contrairement au souhait des autorités.

Sokodé, épice centre des violences

Sokodé (à 338 km au nord de Lomé) est la deuxième plus grande ville du Togo. Située dans la région centrale, elle est peuplée majoritairement par les Tem, ethnie dont est issue Tikpi Atchadam. Il y a trois mois, elle avait été choisie

pour accueillir la première grande manifestation du parti. Le meeting avait alors rassemblé des milliers de personnes autour de son leader au stade municipal. Sokodé s'impose de fait comme le bastion du PNP.

Si, selon le gouvernement, les manifestations à Kara, Bafilo, Anié et Lomé se sont déroulées « sans incidents majeurs », à Sokodé le bilan a été particulièrement lourd. Les autorités avancent le chiffre de deux morts tandis que le camp d'en face en déplore cinq, disparus dans des circonstances encore non élucidées. « La justice a immédiatement lancé des enquêtes pour déterminer les responsabilités parce que ce n'est pas admissible. Il y a eu 57 blessés du côté des forces de sécurité et 20 du côté des manifestants, plus deux morts. Le gouvernement tient à présenter ses condoléances aux familles éplorées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés », a indiqué dimanche le ministre de l'Administration territoriale, Payadowa BoukpeSSI.

Le commissariat de la ville a été saccagé par les manifestants qui auraient emporté des armes de guerres, des pistolets automatiques et des munitions.

Le PNP, nouvel acteur majeur de l'opposition ?

Selon les observateurs, le PNP vient en un week-end de s'imposer comme acteur important de l'opposition togolaise. « Sans avoir

jamais participé à une élection majeure, sans aucun député à l'assemblée nationale, le PNP est manifestement devenu le premier parti dont le pouvoir a peur au Togo », a indiqué Gerry Taama, candidat malheureux à la présidentielle de 2015.

De fait, l'opposition a quasi unanimement condamné les violences survenues le 19 août, rejetant la responsabilité des troubles sur les autorités. Tikpi Atchadam a d'ailleurs lancé un appel le 20 août à Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition pour « prendre des mesures nécessaires dans le sens de l'amplification des mouvements à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ». Un appel accueilli favorablement par son destinataire. Reste que cet épisode ouvre une page qui peut potentiellement se révéler explosive pour une opposition habituée aux batailles de leadership en son sein.

Face à elle, le parti Union pour la république (Unir, au pouvoir) affiche son unité et surtout son soutien au chef de l'État. « Unir continuera à œuvrer avec constance en vue de la consolidation du processus de réconciliation nationale et pour un aboutissement rapide des réformes politiques engagées par le président de la République et le gouvernement, dans un esprit de dialogue et de concertation », a indiqué le parti dans un communiqué.



DÉSENGORGEMENT DES PRISONS

Des détenus jugés au Tribunal de Lomé un week-end

Au tribunal de Lomé ce samedi, ont eu lieu des audiences publiques extraordinaires de vingt-cinq (25) dossiers. A la barre, il y avait des détenus à qui il est reproché des faits mineurs, comme le vol, l'escroquerie et les abus de confiance.

Lors de ces audiences, certains détenus sont immédiatement libérés et d'autres sont fixés sur leur sort.

Il s'agit de la phase finale des activités d'appui judiciaire en faveur des vulnérables en milieu carcéral, qui s'inscrivent dans le cadre du projet «Appui à l'accès au droit et à la justice» porté par l'ONG «Prison-Délices», sous la supervision de la Direction de l'accès au droit et à la justice avec l'appui financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

« Courant le mois de juillet dernier, les audiences extraordinaires ont été organisées pour les détenus de la prison d'Aného et de Sokodé. Nous sommes ici à Lomé pour la tenue de ces audiences



extraordinaires et cela concerne 25 dossiers », a confié à Global Actu, Essodonda Tchapi, porte-parole de l'ONG suscitée.

Cette activité, selon les informations, permet de réduire la surpopulation dans les prisons de Lomé, d'Aného et de Sokodé, afin d'améliorer les conditions de vie des détenus. Il est prévu de libérer au total 160 détenus de ces trois (3) prisons.

Démarré depuis 2012 avec à la clé plus de 2 000 détenus libérés, le

projet «Appui à l'accès au droit et à la justice» prend normalement fin en 2018. Ne sont pas pris en compte par ce projet les infractions comme le meurtre, les assassinats, le viol et autres crimes graves.

Créée en 2002, l'ONG Prison-Délices s'est donné pour objectif d'apporter une aide fiduciaire aux personnes vulnérables en milieu carcéral, ceci dans le but de désengorger les prisons civiles du Togo.

SOMMET AFRIQUE-ISRAËL:

Une vingtaine de chefs d'Etat déjà annoncés à Lomé

Le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé a effectué un déplacement en Israël au début du mois d'août. Benjamin Netanyahu (photo) s'est entretenu en tête à tête avec son hôte.

Au cours d'un dîner organisé à cet effet, Faure Gnassingbé et Benjamin Netanyahu ont échangé sur leur organisation commune du Sommet Afrique-Israël qu'abrite Lomé, la capitale togolaise en octobre prochain.

Le point a été fait sur le nombre de chefs d'Etat qui seront présents à Lomé. Une vingtaine serait déjà annoncée. Les deux personnalités n'ont pas manqué d'évoquer les pressions exercées par l'Afrique du Sud, pro-palestinienne, et le Maroc,



concurrent d'Israël sur les marchés africains, pour faire échec au Sommet.

Lomé et Jérusalem ne ménagent aucun effort pour faire de cette

rencontre internationale qui vise à dynamiser les relations diplomatique, politique et économique entre l'Etat hébreu et l'Afrique.

Le CAP 2015 dribble son allié objectif, «le Groupe des Six» pour faire les yeux doux au PNP (Suite de la page 3)

donner quelque de potable si les leaders n'avaient pas affiché leur égoïsme et leur calcul politicien, tout en refusant de négocier. Ils ne voulaient pas que le départ de Faure Gnassingbé. La suite on la connaît. Avec cette nouvelle coalition pour relancer la mobilisation, il faut éviter de tomber dans les erreurs du passé.

D'un autre côté, au regard du tempérament de ces deux hommes politiques, cette collaboration ne risque-t-elle pas d'être un mort-né ? Et puis certains propos ne sont pas de nature à encourager cette cohabitation. Aujourd'hui, c'est Atchadam qui a le vent en poupe après que Jean Pierre Fabre ait passé tout son temps à galvauder l'ultime arme de réclamation qu'est

la marche. Le chef de file de l'opposition sera donc celui qui sortira bénéficiaire de cette coalition. Les gens diront que Atchadam a commencé quelque chose qu'il n'a pas terminé et que c'est Jean Pierre Fabre qui a le courage de couper la tête.

Un responsable des FDR, relève qu'en dépit de leurs professions de foi, le CAP 2015 et le PNP, en choisissant de ne pas associer le groupe des six (06) et d'autres partis politiques de l'opposition à leur conférence de presse de ce matin, optent pour une union partielle des forces démocratiques en lieu et place de l'unicité d'actions de toute l'opposition démocratique pour constituer une véritable force susceptible d'amener le régime

RPT-UNIR à opérer les réformes constitutionnelles et institutionnelles préconisées par l'APG. En tout cas, comme c'est l'ANC qui décerne le titre de vrai opposant certains demandent aux FDR de faire leurs preuves sur le terrain comme le PNP avant d'être accepté dans le cercle restreint des vrais opposants au Togo.

En tout cas, comme on le dit souvent, il faut tirer les conséquences du passé pour se corriger sinon au risque de voir ce qui s'est passé au CST où des partis dont les responsables sont originaires d'une certaine région ont dû se retirer du Collectif Sauvons le Togo.

Abass ISSAKA

K
P
A
K
P
A
T
O

QUI T'A DEMANDÉ?

Salut mon ami. C'est comment que ? Je sais que ce qui se passe-là, tu n'as pas le cœur tranquille. Et puis moi je ne comprends pas hein ! On dit que, ministre a refusé que les gens marchent dans la rue parce qu'ils vont bloquer la route qui va de L'eau-mé jusqu'à Brusquement Fâché. A cause que, si ils sont là-bas sur la route et puis ambulance a pris malade pour amener à L'eau-mé, ambulance ne pourra pas passer. Hmmm tsia. Tu sais ce qu'un manifestant de Zongo a répondu ? Il a dit que hein ! Prrr ! Ce que le ministre a parlé là, est ce qu'il pense que les Togolais ne réfléchissent pas. Que si depuis 50 ans, ils sont restés au pouvoir et puis ils n'ont pas pu construire un grand hôpital de grande classe alors là ce n'est pas la peine. Tu as vu que argument là ça a fait rire ? Quand le ministre veut parler là, il doit tourner sa langue beaucoup dans sa bouche d'abord. Tu as lu interviu d'un cotocoli suite au mouvance de 19 passé. Eh bien c'est ça : « Moi zai vi ké lé Togo sa né va pas, on sorti pour marssé lé sodja lancé nous gaz et les malfô et même tié un pour nous. En tous lè cas lé guère contini. -il na pas fini kan le micro s'est planté. Hiahiahia. Walaï. Argent va tuer femme un jour. Une belle femme ivoirienne a eu un riche correspondant zimbabwéen. Un matin comme surprise, le gars lui fait un western Union de 60 millions. Avant même de retirer la somme, elle se prend 2 agents de sécurité (100 000 FCFA chacun) pour l'accompagner, elle loue un taxi pour la journée (35 000) et prend un joli sac(dior=75 000) à crédit pour aller faire le retrait. Au guichet, on lui dit que 60 millions zimbabwéen font 3.326 FCFA. Voilà affaire ! Pardon arrête de rire aide la femme

Togomètre

En forme

Tikpi Atchadam

Lui, c'est le détenteur d'un nouveau parti politique le Parti Nationaliste Panafricain qui est sorti de nulle part et qui fait trembler le pays. Sa capacité de mobilisation fait qu'il arrive à convaincre les populations lambda. Tout parti politique a son fief. Tout comme les autres, Atchadam est parti de son fief pour se faire un nom. Il a organisé un meeting dans son fief natal à Sokodé où il avait fait le stade plein. Il a récidivé la même chose au stade de Sokodé. Conscient de sa capacité de mobiliser, il a programmé une marche pour demander le retour à la constitution de 1992 et le vote de la diaspora. Depuis le déclenchement de la mouvance démocratique, c'est la première fois qu'un parti politique arrive seul à organiser des manifestations synchronisées à travers l'ensemble du pays et à l'extérieur. Mais seulement, en le faisant, Tikpi Atchadam n'a pas mesuré l'ampleur qui prendra ces différentes marches. Par rapport aux soubresauts et polémiques qui entouraient l'organisation de ces manifestations, il fallait chercher à savoir comment canaliser les manifestants. La mobilisation a atteint un mouvement que les organisateurs n'avaient pas les possibilités de les maîtriser. Ce qui a entraîné ces dérapages et ces morts inutiles. Aujourd'hui Atchadam semble être le leader le plus écouter par une certaine population. Mais le fait d'appeler Jean Pie Pie pour le transmettre le flambeau de continuer le combat comme si on était dans une course de relay ne risque-t-il pas de plomber la lutte ? Parce que si Jean Pierre Fabre avait la capacité d'obtenir ce que le peuple cherche, il aurait dû le faire durant les 5 ans de marche qu'il a organisé.

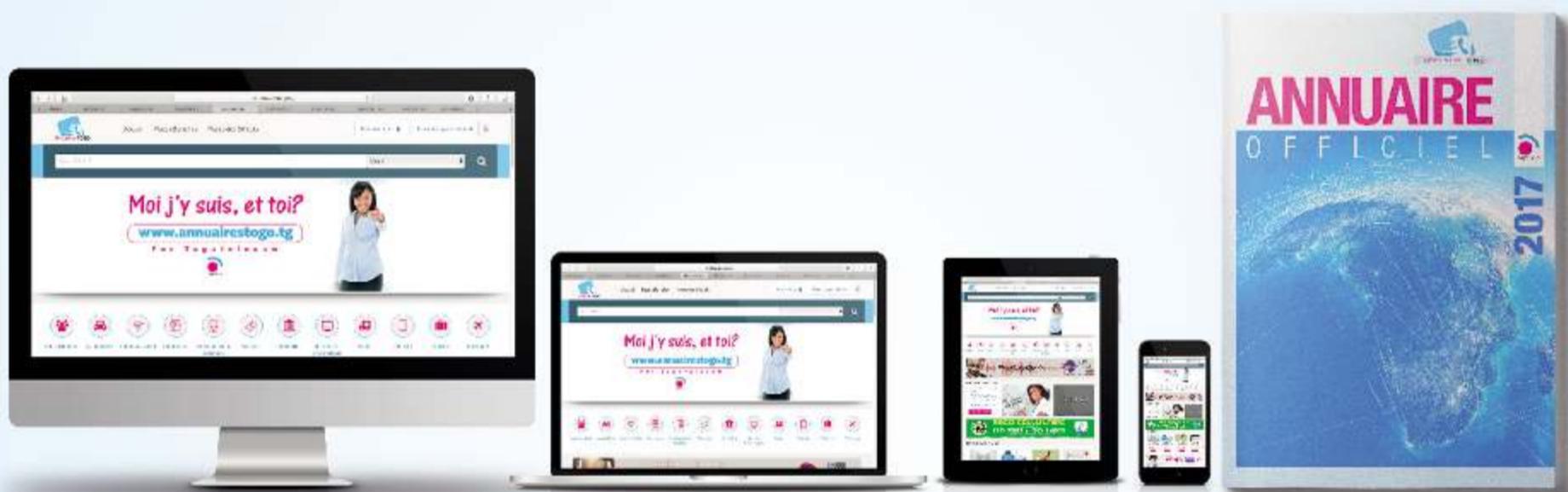
En panne

Cina Lawon

Elle s'est la ministre des postes et de l'économie numérique. Depuis cette histoire de Togocom, elle n'a pas le sommeil tranquille. Elle est l'objet de tous les critiques par rapport à son initiative. Elle est accusée d'avoir sacrifié le Groupe Togo télécom au profit de son invention Togocom que d'aucuns qualifient de « Cinacom ». Les syndicats sont montés au créneau pour fustiger le comportement de leur ministre. Au ministère des Postes et de l'économie numérique, on dénonce qu'il n'y a ni directeur de cabinet, ni secrétaire général mais de nombreux étrangers comme des Sénégalais, des Français et des Canadiens cooptés pour travailler. « S'il y a quelques années nous avons payé la 3G à 20 milliards et aujourd'hui on cède la 4G à des étrangers à 200 millions, je laisse le peuple togolais qualifier cette opération de bradage ou de cadeau », a ajouté le responsable du SATT. La presse dans son ensemble n'a pas été du tout tendre envers Cina Lawson. Les flèches lui sont envoyées de partout. Pour la presse, la souveraineté d'un pays repose sur la communication. L'on ne peut pas accepter qu'on vende cette communication à des étrangers qui vont contrôler tout ce qui se passe dans le pays. Elle détient un ministère sensible et ne doit pas se permettre certains abus. En ces période de terrorisme, chercher à remettre la souveraineté d'un entre les mains des étrangers est très grave. La transformation du Groupe Togotélécom en « Togocom » n'est pas loin de la privatisation puisqu'on est en train de lancer des avis pour le recrutement des experts. Les agents des sociétés de Togotélécom et Togocellulaires craignent pour leur avenir comme c'est le cas au niveau de l'OTR. Mais cela ne semble pas émouvoir la ministre.



www.annuairestogo.tg



**Nous sommes l'outil
qu'il vous manque.**



Renforcez votre visibilité



Augmentez votre impact